



## Communiqué de soutien aux collègues de l'école Daurat, convoqué.e.s au rectorat

Suite à la mobilisation des parents d'élèves de l'école Didier Daurat le 21 octobre dernier, pour obtenir en urgence une solution d'hébergement pour deux élèves de l'école et leur famille, une enquête flash été mise en place par le DASEN, en 15 jours, pour entendre toute l'équipe, y compris les collègues non présentes ce jour.

Toute l'équipe serait remplacée le 25 novembre afin de pouvoir se rendre au rectorat alors que cela fait une semaine que les enseignant-es de l'école Daurat ont des élèves réparti-es dans leurs classes (jusqu'à 9 en plus) par manque de remplaçant-es.

Des entretiens devraient avoir lieu toutes les demi-heures, conduits par un IEN et une DRH de proximité.

Les parents d'élèves élues sont également convoquées mais elles ont décidé de ne pas se rendre au rectorat (voir leur courrier ci-joint).

**N'oublions pas l'essentiel face à la hiérarchie : un élève est à la rue (pour l'instant le DAL l'a mis à l'abri ainsi que sa famille) et l'autre vit en squat.**

Les enseignant-es de l'école se sont légitimement associé-es à cette mobilisation devant la gravité de la situation vécue par ces enfants, leurs élèves, dans un quartier où les logements libres sont légion.

Mobilisation qui a consisté en un goûter solidaire après la classe devant l'école dans le cadre de la campagne « un toit pour apprendre », événement déclaré en préfecture. Les parents sont rentrés à l'invitation de la mairie car il pleuvait. Il n'y a eu aucun trouble à l'ordre public, ceci constaté par la police qui est repartie.

Suite à ces convocations, une collègue est en arrêt maladie, d'autres sont très perturbé-es et des écrits vont être apposés sur le RSST.

Les tentatives d'intimidation et la répression qui s'abattent sur l'école Daurat sont une première.

**Le rectorat refuse que nous accompagnions nos collègues lors des entretiens du 25 novembre. Nous n'acceptons pas cette pression supplémentaire !**

**Nous soutenons et soutiendrons nos collègues en étant présent-es à leurs côtés et demandons à l'administration d'annuler les convocations.**